



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la  
Creuse et de la Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex

Brive-la-Gaillarde, le 12 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE Agudour**

671, AGUDOUR  
19130 Voutezac

**Références : 2025-11-12 UiD192025-0116r georisques**

Code AIOT : 0006003352

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE Agudour implanté AGUDOUR 19130 Voutezac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à une visite effectuée le 28/08/2025, l'organisme en charge du contrôle périodique de l'installation soumise à déclaration au titre de la réglementation ICPE (rubrique : 4710.2) a informé l'Inspection des installations classées, conformément à l'article R512-59-1 du Code de l'Environnement, de l'existence de non-conformités majeures (NCM) et de la persistance de non-conformités majeures à l'issue du contrôle complémentaire.

Outre le Code de l'Environnement, le présent rapport renvoie principalement au référentiel réglementaire suivant : Arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE Agudour
- AGUDOUR 19130 Voutezac
- ode AIOT : 0006003352

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une usine de production d'eau potable, qui stocke et emploie 8 bouteilles d'une capacité unitaire de 49 kg de chlore dans un seul local technique.

L'installation de production d'eau potable du lieu-dit Agudour a été initialement déclarée le 23/07/2007 avec une quantité totale de chlore dans l'installation de 490 kg.

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suite contrôle périodique avec persistance NCM
- Récolement à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I -article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I -article 4.9	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classées	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 1.4	Sans objet
3	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.5	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site apparaît comme propre et bien tenu par l'exploitant.

Au jour de la visite, l'exploitant a levé les non-conformités majeures (NCM) et les autres non-conformités (ANC) qui étaient dans son champ d'action. La collectivité (agglomération de Brive) a été sollicitée pour lever la non-conformité majeure relative à la séparation des locaux de stockage et d'utilisation du chlore.

La collectivité, présente lors de la visite, a indiqué avoir commencé à réfléchir aux options possibles, toutefois aucun devis n'est disponible à date. À ce titre et au vu du fait que cette non-conformité est présente depuis la mise en service, l'Inspection propose une mise en demeure de réaliser les travaux de mise en conformité de l'installation.

Des éléments justificatifs relatifs au contrôle périodique des installations électriques sont également attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le dossier de déclaration ;</li><li>• les plans tenus à jour ;</li><li>• la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;</li><li>• les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;</li><li>• les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;</li><li>• les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ;</li><li>• les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ;</li><li>• le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3. L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</li></ul>
<b>1.2. Modifications</b> Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.
<b>Constats :</b>  Le site a été déclaré initialement le 23/07/2007 par l'exploitant précédent.  Une déclaration de bénéfice des droits acquis a été réalisée par l'exploitant actuel le 01/08/2024. Au jour de la visite, l'Inspection a interrogé l'exploitant sur le choix de cette procédure et non une déclaration de changement d'exploitant tel que c'était attendu. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un choix par méconnaissance.  Le site est certifié ISO14001 (certification nationale).  Le dossier ICPE, visé par la prescription précédente, est disponible sur un sharepoint en ligne. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'en cas d'indisponibilité technique (absence de réseau internet, accès au poste informatique verrouillé par exemple), ces éléments ne sont plus accessibles. <b>L'Inspection invite donc l'exploitant à disposer d'un classeur ICPE Chlore tel qu'il existe sur le site de PIGEON BLANC.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant

que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.

Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

**Constats :**

Le rapport de vérification électrique APAVE N°134365835-001-1 du 11/12/2024 pour une intervention du 24/09/2024 au 24/09/2024 a été transmis à la suite de l'Inspection.

Ce rapport fait apparaître 26 observations dont 24 sont récurrentes (câblage incorrect, matériel inadapté et équipement en mauvais état). À noter également que le périmètre d'intervention n'est pas complet : inaccessibilité de certains appareils d'éclairage supérieurs à 4 mètres, manquement de pièce du dossier technique et absence d'examen hors tension des cellules HT.

L'exploitant a précisé que les visites de contrôle périodique électriques étaient réalisées sur la même période pour les 3 sites de productions inspecté ce jour et le registre de sécurité vu à PIGEON BLANC précisait que l'intervention avait eu lieu le 01/10/2025, le rapport n'étant pas encore disponible à date.

L'exploitant a indiqué que les visites de contrôles périodiques électriques étaient réalisées sur la même période pour les 3 sites de productions inspecté ce jour et que la dernière visite avait eu lieu le 01/10/2025 (information indiquée dans le registre de sécurité du site de Pigeon Blanc). Or, les rapports de contrôles précédents pour ces 3 sites ne démontrent pas de cette logique puisqu'ils n'ont pas été réalisés sur les mêmes périodes : intervention du 24/09/2024 au 24/09/2024 pour le présent site, intervention du 25/07/2024 au 26/07/2024 pour Pigeon Blanc et intervention du 23/08/2023 au 24/08/2023 pour Saint-Germain.

**L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les vérifications périodiques des installations électriques doivent être réalisées annuellement et que cette vérification doit être réalisée sur un périmètre complet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit confirmer que la visite périodique a bien été réalisée en 2025 sur le site d'AGUDOOUR et transmettre, à réception, le rapport de contrôle périodique à l'inspection.**

**Si des observations sont toujours relevées dans ce dernier rapport de contrôle périodique, l'exploitant transmet également un plan d'action assurant la levée de ces observations.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : État des stocks de produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146650-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395070-001-1 fait apparaître une autre non-conformité constatée (ANC) relative au plan : « Le plan renseignant les zones de danger ne prend pas en compte les caractéristiques qualitatives des matières mises en œuvre ».</p> <p>Au jour de la visite, l'inspection a constaté que les plans sont correctement complétés et affichés. Les zones de dangers sont bien identifiées et localisées.</p> <p>Le registre de suivi des bouteilles est suivi informatiquement par l'exploitant et ne fait pas apparaître clairement le nombre de bouteille sur site. Lors de la visite, le suivi manuel identique aux autres sites a été complété par l'exploitant. <b>Ce suivi doit être formellement maintenu à jour par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</b></p> <p>Il a été constaté sur site la présence de 2 bouteilles de 49 kg en utilisation et 6 bouteilles de 49 kg vides.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>• le maintien, dans le local, de la quantité de chlore nécessaire au fonctionnement de l'installation ;</li> <li>• [...]</li> <li>• les conditions de conservation et de stockage des produits ;</li> <li>• la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs. Avant le début de toute intervention sur les récipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ;</li> <li>• la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146650-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395070-001-1 fait apparaître une autre non-conformité constatée (ANC) relative aux consignes : « Les consignes de sécurité sont à compléter ».</p>

<p>L'exploitant indique que les consignes sont disponibles sur le sharepoint, dans la même logique que celle mentionnée au constat 1, <b>ces consignes pourraient être intégrées dans un classeur ICPE.</b></p> <p>Sur site, il a été constaté les affichages des mentions de risques, les consignes d'intervention, la FDS simplifiée ainsi que les informations relatives à la sécurité sur les locaux de stockage et d'utilisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 4.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.</p> <p>Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.</p> <p>« La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146650-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395070-001-1 fait apparaître une non-conformité majeure (NCM) relative au fait que le local technique de stockage est le même que le local technique d'utilisation du Chlore relevée lors de la visite du 21/08/2024. Cette non-conformité n'a pas été levée suite au contrôle complémentaire du 28/08/2025. L'APAVE a donc signalé à l'Inspection des installations classées le maintien de cette non-conformité.</p> <p>Au jour de la visite, cette non-conformité n'est pas levée.</p> <p>L'exploitant précise que les travaux nécessaires doivent être réalisés par la collectivité, propriétaire des installations. Cette dernière indique être en cours d'étude pour remédier à cette non-conformité (emplacement, local préfabriqué ou armoire technique, avec dalle béton) sans qu'aucun devis ne soit disponible à ce stade.</p> <p>Hormis le double usage du local, l'Inspection a constaté la présence des bonnes conditions de stockages et d'utilisation des bouteilles : les bouteilles sont stockées verticalement, robinets vers le haut, avec les chapeaux de protection, sur des emplacements de stockage dédiés et fermés à clé. Les bouteilles sont accrochées au mur pour éviter leur bascule. Les chloromètres sont fixés directement aux bouteilles en cours d'utilisation et le détecteur de chlore est présent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit se mettre en conformité avec la prescription sus-visée concernant la séparation des locaux d'utilisation et de stockage du chlore.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>